

Extrême-droite : la tentation des armes ?

Category: Non classé

écrit par Jérémy | 29 avril 2021

La tribune publiée dans Valeurs actuelles, le jour anniversaire du « Putsch des généraux d'Alger » et signée par une vingtaine de généraux en retraite et « près d'un millier de militaires d'actives », pourrait être considérée comme une résurgence nostalgique de galonnés désœuvrés. Il s'agit en réalité d'un événement bien plus important et plus grave qu'il convient de prendre au sérieux et d'analyser avec attention.

Quels sont les principaux thèmes abordés dans cette tribune ? Le mot clé en est le « délitement de la France. Délitement dû à l'antiracisme, à l'islamisme, à la haine qui monte et à l'absence de respect envers les forces armées et les policiers. Un texte court qui reprend la plupart des thématiques de l'extrême-droite, toutes tendances confondues et menace de prendre les mesures appropriées pour mettre terme à cette chienlit. Marine Le Pen ne s'y trompe pas, qui a salué cette initiative, appelant les signataires à rejoindre le combat « électoral » du RN, feignant de ne pas voir le caractère séditionnel de cette manœuvre.

Quels en sont les inspirateurs et principaux signataires ? Quelques noms retiennent particulièrement l'attention. Christian Piquemal, général de réserve de la Légion Etrangère, tout d'abord. Rayé des cadres après avoir organisé en 2016 une marche anti-immigrés à Calais, en collaboration avec le mouvement raciste allemand Pegida. André Martinez, leader d'un groupe de militaires d'extrême-droite, les « Volontaires Pour La France », et d'autres officiers supérieurs, proches, si proches du RN qu'ils ont été candidats sur ses listes à l'occasion d'élections locales. Parmi eux, le général Norbert de Caqueray, dont un membre de la famille proche est Marc Caqueray de Valmenier, dirigeant des « Zouaves de Paris »,

groupuscule dont les agressions contre un cortège du NPA ou des militants antifascistes (avec un succès plus que mitigé...) l'ont placé dans la tradition du GUD.

Quant à l'organisateur de cette tribune, il s'agit du capitaine (en retraite) de gendarmerie Jean-Pierre Fabre-Bernadac. En plus d'avoir exercé d'importantes responsabilités au sein du DPS (le service d'ordre du FN) dans les années 90, Fabre-Bernadac anime un site, Place d'Armes, où se côtoie des figures bien connues de l'extrême-droite racialisée, des intégristes catholiques et des nostalgiques de l'Algérie Française. Comme on le voit donc, la publication de cette tribune ne pouvait pas être pour Marine Le Pen, une aussi grande surprise qu'elle le clame, tant la plupart de ses signataires était déjà impliquée à des titres divers dans l'activisme d'extrême-droite de ces dernières années.

Ce qui suffirait déjà à être inquiétant. En réalité, la publication de cette tribune d'officiers factieux s'inscrit dans une grande continuité, qui va de l'importance du vote FN dans les forces armées jusqu'à des projets d'attentats ou d'actions armées plus ou moins sérieuses en passant par des sites et des messageries ouvertement néo-nazies dans certaines unités militaires ou forces de police.

Une étude de 2019 de la Fondation Jean Jaurès (Pour qui votent les casernes ? | Fondation Jean-Jaurès (jean-jaures.org)), portant sur des communes où sont implantées des bases militaires, d'importantes casernes de gendarmerie ou de grands centres pénitentiaires indique que le vote FN/RN y est significativement plus important (de 10 à 17 points) que la moyenne nationale et que, parallèlement, le vote Les Républicains y est significativement plus faible. Le limogeage du général Pierre de Villiers (frère de Philippe de Villiers) de son poste de chef d'Etat Major Général des Armées en 2017, et son départ à la retraite, ainsi que ses prises de positions publiques l'ont fait apparaître comme un recours pour les tenants d'une candidature autoritaire unificatrice de la droite dure. Les appels aux forces armées et de police à « prendre leurs responsabilités » ont pris de nombreuses formes

publiques, revendiqués ou anonymes ces dernières années, comme en atteste la banderole illustrant cet article, qui est restée accrochée sur un pont autoroutier de la banlieue parisienne durant plusieurs semaines en janvier 2021, sans qu'aucune autorité ne juge bon de la faire décrocher.

Cette propagande en faveur de l'autoritarisme militaire utilise également de nombreux sites dont celui de Favre Bernadac n'est qu'un exemple. Tentés par des actions plus violentes, certains membres des « Volontaires pour la France » quittent en 2016 le groupe du général Martinez et créent une structure semi-clandestine, Action des Forces Opérationnelles (

<https://www.lesinrocks.com/actu/qui-est-derriere-lafo-le-group-uscule-dextreme-droite-en-guerre-contre-les-musulmans-151848-29-06-2018/>) , qui projette de se procurer des armes, de préparer des attentats et des actions violentes contre les musulmans, quj organise des stages d'auto-défense et de survie avant d'être finalement démantelé par la police en 2018. La vitrine Internet de ce groupe (<http://www.guerredefrance.fr>) est toujours active et consultable aujourd'hui. On pourrait multiplier les exemples et parler du groupe de Logan N. en région PACA qui projetait des attentats conte Christophe Castaner et Jean-Luc Mélenchon, ou la mise en lumière par Mediapart de réseaux néo-nazis dans les armées (une filière néo-nazie dans l'armée française 17/03/2021).

Et la France n'est pas la seule à connaître pareille situation. L'armée et la police allemandes ont été mises en accusation après la découverte de cellules néo-nazies, au point de forcer les autorités à forcer 300 000 policiers et militaires à répondre à un questionnaire sur des cas de dérives dans leurs unités. En Rhénanie, une trentaine de policiers ont été suspendus après la découverte de message nazis et de photos d'Hitler sur leurs comptes Whatsapp et une unité d'élite des commandos de l'armée, le KSK dissoute après des faits similaires en attendant les procès d'un vingtaine de ses membres. Au Portugal, le Bloco de Esquerda a exigé en 2020

l'ouverture d'une enquête sur l'infiltration des groupes d'extrême droite dans les forces armées portugaises et au Canada une enquête portant sur 39 membres des forces armées suspectés de liens avec les groupes suprématistes blancs a abouti à l'expulsion de 26 d'entre eux de l'armée. Enfin, le site américain Politico a indiqué, en janvier 2021, que les agences de sécurité américaines enquêtaient sur l'infiltration de suprématistes blancs dans l'armée et sur la participation de ceux-ci aux émeutes du Capitole.

Au moment où l'extrême-droite en France revendique toujours plus d'actions violentes, occupation du Conseil Régional d'Occitanie, attaque de la librairie libertaire de Lyon et de la manif féministe du 25 avril à Lyon, cette tribune est loin d'être anodine. Elle tend à légitimer les actions les plus violentes contre les militants progressistes, les antiracistes, les féministes, les musulmans et toute forme d'opposition. Le silence assourdissant du gouvernement pendant les premiers jours qui ont suivi sa publication, la gêne et la timidité des réactions ministérielles qui ont suivi après plus de 72 heures sont significatives de l'embarras d'un gouvernement qui prétend se poser en champion de la loi et l'ordre, qui renforce tous les quatre matins l'arsenal législatif répressif, qui parle de séparatisme et qui se révèle incapable de désigner clairement ces généraux pour ce qu'ils sont, des factieux.

Mathieu Dargel